

De : Mathius Shadow-Sky,  
compositeur de musique et repenseur qui offre ses musiques à tous les êtres humains,  
habitant et joignable à Toulouse.

à : Nicolas Hulot,  
ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire, travaillant à l'Hôtel de Roquelaure  
- 246, boulevard Saint Germain - 75007 PARIS et joignable au 01 40 81 21 22

Objet : EDF

Raison : Stopper les malversations gouvernementales de EDF

Toulouse, le 12 juin 2017

Cher Nicolas Hulot,

En quoi le ministère de l'Écologie est-il concerné par cette affaire ? L'écologie non, mais l'esprit solidaire : oui. Il n'y a pas de solidarité possible avec un régime répressif et, le comportement de EDF est frauduleux et répressif. La transition écologique ne se réalisera jamais avec cet état d'esprit.

Depuis 2003, si vous regardez et payez votre consommation électrique, EDF agit (sous l'ordre du ministère des Finances "EDF collecteur d'impôts") une fraude et une escroquerie et une permanente extorsion (pourtant punie par la loi du Code pénal) à travers sa facturation et, qui pour les appauvris double le prix à payer (jusqu'à atteindre le meurtre pour les + démunis : les coupures électriques qui provoquent la mort, je pense à Roger à Orléans en 2010, les meurtres et les persécutions sont aujourd'hui mieux dissimulés). Il s'agit de :

1. l'imposition de la TVA sur des impôts
2. les impôts imposés (à travers une entreprise privatisée ?) dont la destination est mentie.

1. = une fraude.
2. = un détournement de fonds public.

et

3. la violence de l'exigence du péage = une extorsion (jusqu'au meurtre).

Étant, grâce à votre nouvelle position, la seule personne crainte (écoutée) par le directoire de la rue de Wagram (que même le Défenseur des Droits redoute) même si votre association est financée par EDF. Il existe une possibilité de stopper cette pratique qui pour une société qui se prétend démocratique, relève d'une violente dictature. Il existe une possibilité de calmer cette persécution inutile à l'administration de l'énergie électrique nationale en entamant une écologie du comportement qui commence par l'éradication du profit sur des biens publics, par l'éradication de la persécution des employés.es et des consommateurs.rices appauvris, par l'éradication de mettre en péril l'ensemble de la population, et ce, pour le partage de l'énergie saine pour toutes et tous. Des institutions, il n'y a que la Cour des Comptes et le Conseil d'État qui réfrènt l'ardeur de violence de EDF (où l'une révèle les détournements de fonds et l'autre les abus de demande de surpéage).

Cordialement  
Mathius Shadow-Sky